



INTERSYNDICALE NATIONALE
DES PRATICIENS
A DIPLOME HORS UNION EUROPEENNE

Syndicats membres

SNPADHUE : Syndicat National des Praticiens À Diplôme Hors Union Européenne / www.snpadhue.com
SMPLUS : Syndicat des Médecins à titre Extra Communautaire.

Président : Talal ANNANI

Tél. 06 26 91 17 81 – E-mail : president@snpadhue.com

Vice-présidente et trésorière : Elisabeth SOW DIONE – Tél : 06 03 52 03 67 – E-mail : e.sowdione@free.fr

Vice-président et Porte parole : Madjid SI HOCINE – Tél : 06 80 90 42 95 – E-mail : msihocine@yahoo.fr

Secrétaire Général : Salem OULD ZEIN – Tél : 06 76 95 62 49 - E-mail : salem.zein@wanadoo.fr

Secrétaire Adjoint : Zine labidine LAMDAOUI - zinoulamdaoui@yahoo.fr

Cher(e)s adhérents, cher(e)s collègues,

Le décret portant application de l'article 83 de la loi 2006-1640 du 21 décembre 2006 et relatif aux procédures d'autorisation d'exercice des professions de médecin, chirurgien dentiste, sage-femme et pharmacien a été publié au JO le 31 janvier 2007 (voir ci-dessous).

Beaucoup de questions restent à élucider sur les modalités d'application de la loi du 22 décembre 2006, notamment sur la prise des fonctions d'assistant ou de praticien attaché associé pour les praticiens recrutés entre le 27 juillet 99 le 10 juin 2004 ainsi que le dépôt des dossiers des praticiens titulaires du CSCT. D'autres textes officiels (arrêtés et circulaires) sont à venir.

Qui sont les praticiens concernés par les mesures transitoires dites « dérogatoires » et qui seront soumis à un examen et non un concours ? Selon le décret, il s'agit :

Pour les médecins, pharmaciens et chirurgiens dentistes, les praticiens ayant exercé :

- des fonctions hospitalières en qualité d'attaché associé, de praticien attaché associé, d'assistant associé (généraliste et/ou spécialiste),
- des fonctions universitaires en qualité de chef de clinique associé des universités ou d'assistant associé des universités, à condition d'avoir été chargés de fonctions hospitalières dans le même temps,
- des fonctions de FFI
- des fonctions d'infirmier.

Pour les sages femmes :

- les fonctions d'infirmier exercées dans une maternité.
- les fonctions d'auxiliaire de puériculture.

Ces fonctions doivent avoir été effectuées avant le 10 juin 2004 et pendant au moins 2 mois consécutifs entre décembre 2004 et le 21 décembre 2006

A titre provisoire et jusqu'à épuisement de leur droit à l'examen (2 fois), ces mêmes personnes pourraient, selon le dernier alinéa de l'article 83 « *poursuivre leurs fonctions en qualité de praticien attaché associé ou d'assistant associé jusqu'à épuisement de leurs droits à se présenter aux épreuves mentionnées au deuxième alinéa du I de l'article L. 4111-2 et au deuxième alinéa de l'article L. 4221-12 du code de la santé publique et au plus tard jusqu'au 31 décembre 2011* ». Au-delà de cette date, c'est la loi CMU 99 qui sera de nouveau en vigueur.

Calendrier prévisionnel de déroulement des épreuves

conduisant à la délivrance des autorisations d'exercice (PAE) - année 2007 (Concours et examen)

Période de dépôt des dossiers de candidature auprès des directions régionales des affaires sanitaires et sociales :
du 1er au 20 avril 2007 inclus

Période, lieu et durée des épreuves : **du 24 septembre au 9 novembre 2007 à RUNGIS (94).**

Les épreuves écrites par profession, discipline et spécialité durent une journée. Les conditions à concourir, le nombre de postes offerts (concours) établi par profession, discipline et spécialité seront affichés au cours de premier trimestre 2007, sur ce site internet. **Les épreuves 2007 (examen dérogatoire) concerneront les praticiens recrutés avant le 27 juillet 1999.**

Le ministère de la Santé peut être amenée à modifier le calendrier des épreuves, l'attention des PADHUE est attirée sur la valeur informative de ces prévisions

L'INPADHUE s'est battue et continu à se battre pour l'abolition totale et définitive du statut d'« associé ». Ce statut a été jugé discriminatoire par la HALDE. Notre objectif reste avant tout l'intégration de tous les PADHUE dans les hôpitaux de façon juste, cohérente et équitable tout en considérant l'expérience acquise, la compétence et la dignité de chacun.

Paris le 31 janvier 2007

Le Bureau National

Décrets, arrêtés, circulaires

TEXTES GÉNÉRAUX

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOLIDARITÉS

Décret n° 2007-123 du 29 janvier 2007 relatif aux procédures d'autorisation d'exercice des professions de médecin, chirurgien-dentiste, sage-femme et pharmacien

NOR : SANH0625218D

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre de la santé et des solidarités,

Vu le code de la santé publique, notamment ses articles L. 4111-2 et L. 4221-12 ;

Vu la loi n° 2006-1640 du 21 décembre 2006 de financement de la sécurité sociale pour 2007, notamment son article 83,

Décète :

Art. 1^{er}. – Les sections 1 et 2 du chapitre I^{er} du titre I^{er} du livre I^{er} de la quatrième partie du code de la santé publique (dispositions réglementaires) sont modifiées ainsi qu'il suit :

I. – Dans l'intitulé de la section 1, sont ajoutés les mots : « et de maîtrise de la langue française ».

II. – L'article D. 4111-1 est remplacé par les dispositions suivantes :

« *Art. D. 4111-1.* – Les épreuves de vérification des connaissances mentionnées au I de l'article L. 4111-2, écrites et anonymes, comportent :

1° Une épreuve de vérification des connaissances fondamentales ;

2° Une épreuve de vérification des connaissances pratiques ;

3° Une épreuve de maîtrise de la langue française.

Les modalités d'organisation des épreuves de vérification des connaissances et de maîtrise de la langue française sont fixées par arrêté du ministre chargé de la santé.

Pour chaque session, un arrêté détermine les professions, disciplines ou spécialités pour lesquelles les épreuves sont ouvertes ainsi que le nombre de places offertes. »

III. – L'article D. 4111-5 est remplacé par les dispositions suivantes :

« *Art. D. 4111-5.* – Dans la limite du nombre maximum de personnes susceptibles d'être reçues à ces épreuves, le jury établit une liste alphabétique des candidats reçus. La note de la première épreuve départage les *ex aequo*.

Les candidats inscrits en qualité de réfugié, apatride, bénéficiaire de l'asile territorial, bénéficiaire de la protection subsidiaire ou de Français ayant regagné le territoire national à la demande des autorités françaises ne sont pas soumis au nombre maximum mentionné à l'alinéa précédent. Le jury établit une liste alphabétique des candidats reçus.

Pour l'établissement des listes mentionnées aux deux alinéas précédents, le candidat ayant obtenu une note inférieure ou égale à 6 sur 20 à l'une de ces épreuves ne peut être déclaré admis. »

IV. – L'article D. 4111-6 est remplacé par les dispositions suivantes :

« *Art. D. 4111-6.* – Les candidats à l'autorisation ministérielle d'exercice de la profession de médecin, lauréats des épreuves de vérification des connaissances et de maîtrise de la langue française, sont recrutés à temps plein dans un service ou organisme agréé pour la formation des internes, dans les conditions déterminées aux articles R. 6152-542 à R. 6152-544, pour exercer des fonctions d'une durée de trois ans. »

V. – Les dispositions du premier alinéa de l'article D. 4111-7 sont remplacées par les dispositions suivantes :

« Les candidats à l'autorisation ministérielle d'exercice de la profession de médecin, lauréats des épreuves de vérification des connaissances et de maîtrise de la langue française, et justifiant de fonctions hospitalières antérieures en qualité d'attaché associé, de praticien attaché associé, d'assistant associé ou de fonctions universitaires en qualité de chef de clinique associé des universités ou d'assistant associé des universités, à

condition d'avoir été chargés de fonctions hospitalières dans le même temps, peuvent être dispensés, après avis de la commission d'autorisation d'exercice, en tout ou partie de l'exercice des fonctions prévues à l'article D. 4111-6. »

VI. – Au dernier alinéa de l'article D. 4111-7, le mot « hospitalières » est supprimé.

VII. – Au premier alinéa de l'article D. 4111-8, les mots : « le chef de service ou de département au titre des fonctions hospitalières » sont remplacés par les mots : « le responsable de la structure dans laquelle le lauréat a effectué les fonctions ».

VIII. – Au dernier alinéa de l'article D. 4111-8, le mot : « hospitalières » est supprimé.

IX. – Au 3^o de l'article D. 4111-10, après le mot : « directeur », il est inséré le mot : « général ».

X. – Le premier alinéa de l'article D. 4111-11 est complété par les dispositions suivantes :

« En cas d'avis défavorable, elle peut émettre des recommandations. »

Art. 2. – La section 1 du chapitre I^{er} du titre II du livre II de la quatrième partie du code de la santé publique (dispositions réglementaires) est modifiée ainsi qu'il suit :

I. – Dans l'intitulé de la sous-section 1, sont ajoutés les mots : « et de maîtrise de la langue française ».

II. – L'article D. 4221-1 est remplacé par les dispositions suivantes :

« Art. D. 4221-1. – Les épreuves de vérification des connaissances et de maîtrise de la langue française mentionnées à l'article L. 4221-12, écrites et anonymes, comportent :

1^o Une épreuve de vérification des connaissances fondamentales ;

2^o Une épreuve de vérification des connaissances pratiques ;

3^o Une épreuve de maîtrise de la langue française.

Les modalités d'organisation des épreuves de vérification des connaissances et de maîtrise de la langue française sont fixées par arrêté du ministre chargé de la santé.

Pour chaque session, un arrêté détermine les spécialités pour lesquelles les épreuves sont ouvertes ainsi que le nombre de places offertes. »

III. – L'article D. 4221-4 est remplacé par les dispositions suivantes :

« Art. D. 4221-4. – Dans la limite du nombre maximum de personnes susceptibles d'être reçues à ces épreuves, le jury établit une liste alphabétique des candidats reçus. La note de la première épreuve départage les *ex aequo*.

Les candidats inscrits en qualité de réfugié, apatride, bénéficiaire de l'asile territorial, bénéficiaire de la protection subsidiaire ou de Français ayant regagné le territoire national à la demande des autorités françaises ne sont pas soumis au nombre maximum mentionné à l'alinéa précédent. Le jury établit une liste alphabétique des candidats reçus.

Pour l'établissement des listes mentionnées aux deux alinéas précédents, le candidat ayant obtenu une note inférieure ou égale à 6 sur 20 à l'une de ces épreuves ne peut être déclaré admis. »

IV. – L'article D. 4221-5 est remplacé par les dispositions suivantes :

« Art. D. 4221-5. – Les lauréats des épreuves de vérification des connaissances et de maîtrise de la langue française sont recrutés à temps plein dans un service ou organisme agréé pour la formation des internes, dans des conditions déterminées aux articles R. 6152-542 à R. 6152-544, pour exercer des fonctions d'une durée de trois ans. »

V. – Les dispositions du premier alinéa de l'article D. 4221-6 sont remplacées par les dispositions suivantes :

« Les candidats lauréats des épreuves de vérification des connaissances et de maîtrise de la langue française justifiant de fonctions hospitalières antérieures en qualité d'attaché associé, de praticien attaché associé ou d'assistant associé peuvent être dispensés, après avis du Conseil supérieur de la pharmacie, en tout ou partie, de l'exercice des fonctions prévues à l'article D. 4221-5. »

VI. – Au premier alinéa de l'article D. 4221-9, les mots : « le chef de service ou de département au titre des fonctions hospitalières » sont remplacés par les mots : « le responsable de la structure dans laquelle le lauréat a effectué les fonctions ».

VII. – Au dernier alinéa de l'article D. 4221-9, le mot : « hospitalières » est supprimé.

VIII. – L'article D. 4221-11 est complété par les dispositions suivantes :

« En cas d'avis défavorable, il peut émettre des recommandations. »

Art. 3. – I. – Les praticiens mentionnés au IV de l'article 83 de la loi du 21 décembre 2006 susvisée, candidats à l'autorisation ministérielle d'exercice pour la profession de médecin, peuvent s'inscrire aux épreuves mentionnées à l'article D. 4111-1 du code de la santé publique selon le calendrier suivant :

1^o A partir de 2007 pour les candidats ayant exercé des fonctions rémunérées avant le 27 juillet 1999 ;

2^o A partir de 2008 pour les candidats ayant exercé des fonctions rémunérées avant le 1^{er} janvier 2002 ;

3^o A partir de 2009 pour les candidats ayant exercé des fonctions rémunérées avant le 10 juin 2004.

Les praticiens mentionnés au IV de l'article 83 de la loi du 21 décembre 2006 susvisée, candidats à l'autorisation ministérielle d'exercice pour les professions de pharmacien, chirurgien-dentiste et sage-femme, peuvent s'inscrire aux épreuves mentionnées aux articles D. 4111-1 et D. 4221-1 du code de la santé publique à partir de 2007.

Pour être déclarés admis, les candidats doivent obtenir une note moyenne d'au moins 10 sur 20 pour l'ensemble des épreuves. Les candidats ayant obtenu une note inférieure ou égale à 6 sur 20 à l'une des épreuves ne peuvent être déclarés admis. Le jury établit une liste alphabétique des candidats reçus.

II. – Les fonctions rémunérées mentionnées au IV de l'article 83 de la loi du 21 décembre 2006 susvisée doivent avoir été exercées dans les conditions suivantes :

1° Pour les professions de médecin, chirurgien-dentiste et pharmacien, sous les statuts énumérés au premier alinéa des articles D. 4111-7 et D. 4221-6 du code de la santé publique, ainsi que de faisant fonction d'interne ou d'infirmier ;

2° Pour la profession de sage-femme, sous les statuts d'infirmier ou, sous réserve que ces fonctions aient été exercées dans une maternité, d'auxiliaire de puériculture ou d'aide-soignante.

Ces fonctions doivent avoir été exercées de façon continue pendant deux mois au cours des deux années précédant la publication de la loi du 21 décembre 2006 susvisée.

Art. 4. – Le ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche et le ministre de la santé et des solidarités sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 29 janvier 2007.

DOMINIQUE DE VILLEPIN

Par le Premier ministre :

Le ministre de la santé et des solidarités,
XAVIER BERTRAND

*Le ministre de l'éducation nationale,
de l'enseignement supérieur
et de la recherche,*
GILLES DE ROBIEN